

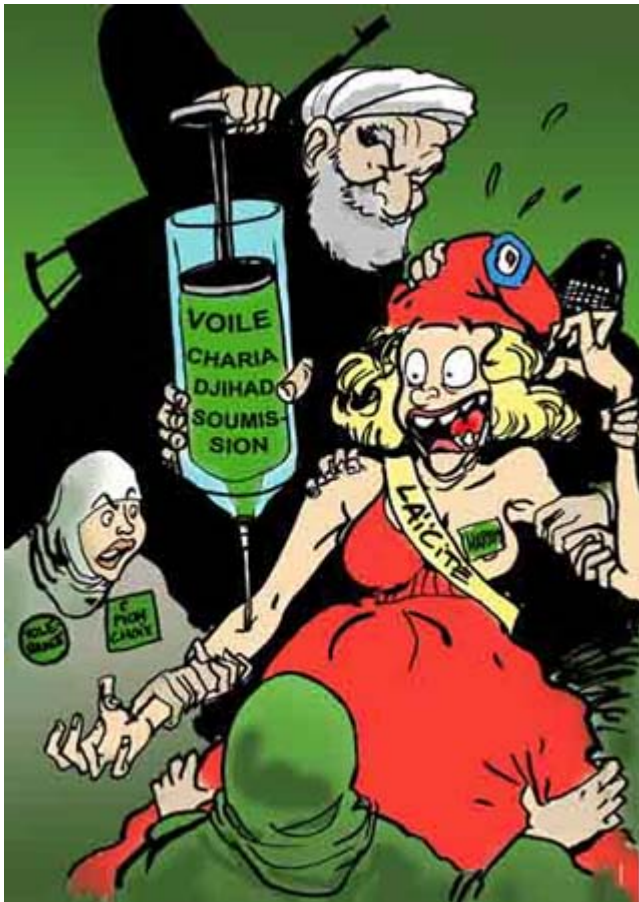
Mariage forcé entre Mahomet et Marianne : 2. L'impossible consentement

Nous avons vu, dans le précédent article, que l'islam était incompatible avec la culture européenne, et que par conséquent son apport intrinsèque a été nul, que ce soit dans l'Histoire ou par l'immigration récente. Alors les gouvernants et les médias ont déployé une propagande d'Etat pour imposer l'idée contraire selon laquelle « l'islam est une chance pour la France », et qu'il fallait absolument marier Mahomet et Marianne. Et tous ceux qui s'opposaient à ce mariage étaient désignés comme des racistes « islamophobes ». Mais finalement, cette opération réalisée aux frais du contribuable n'est pas totalement vaine puisqu'elle fut contre-productive pour ses auteurs.

Ragoût hallal et sauce « RATP » à tous les repas

Les gouvernements de la plupart des pays européens se sont trouvés devant la même difficulté que Nicolas Sarkozy. Face aux revendications islamiques d'une partie des gens issus de l'immigration musulmane, et au lieu de défendre les valeurs de leurs propres pays, ils ont prôné en chœur la solution contraire : le métissage obligatoire, et le catéchisme du multiculturalisme. Les peuples ne trouvent aucun intérêt à l'islam, et plutôt des inconvénients ? On allait leur en faire bouffer tant et plus, par des campagnes médiatiques de promotion d'un islam « RATP » (religion d'amour, tolérance et paix), par la diabolisation et la « reductio ad hitlerum » de tout « islamophobe », et – pour les plus récalcitrants – par des menaces voire des procès menés par des officines relais comme la Halde, le Mrap et la Licra en France, ou leurs

équivalents dans d'autres pays.



Les « musulmans laïques » enrôlés malgré eux

Même Nicolas Sarkozy s'aperçoit que son CFCM est un échec, puisqu'au lieu de contrer les islamistes de l'UOIF, il lui a donné l'occasion de noyauter la plupart des CRCM, de lancer des milliers de projets de mosquées, et de parler encore plus au nom des musulmans de France. Le futur président de la République, alors ministre de l'Intérieur, a bien tenté d'allumer un contre-feu, une sorte de CFCM bis, avec l'aide d'Abderrahmane Dahmane qui pointait à l'UMP. Mais son protégé n'a pas dû trouver le marché assez intéressant, puisqu'il a rejoint les Verts et le PCF aux élections européennes de 2004... avant de revenir à droite comme « chargé de mission » à l'Elysée.

Le président de la République s'apprête à allumer un second contre-feu, un CFCM « laïque » concocté par Henri Guaino et la

sous-préfète Malika Benlarbi, qui devait être inauguré le 25 mars prochain. Le projet est finalement en suspend suite à une fuite dans la presse qui a alerté et indigné le CFCM.

Ce projet échouera comme les précédents, car la masse de ceux qu'on nomme les « musulmans laïques » sont avant tout des laïques qui n'ont d'islamique que leur origine géographique et familiale, qui sont souvent non pratiquants ou apostats, qui ne demandent ni mosquées ni voiles ni cantines hallal ni aucun « accommodements raisonnables ». Ils sont français de cœur et de culture, et veulent simplement qu'on leur foute la paix et que les musulmans radicaux cessent de parler en leur nom. Ils ne veulent pas servir de caution aux prosélytes de l'islam ni à ceux qui composent avec. Ils nous préviennent sans cesse contre les méthodes des islamofascistes qui ont mis à feu et à sang l'Algérie et d'autres pays dont ils sont originaires. Ils intègrent les rouages de la société civile française où ils peuvent partager cette expérience auprès de nos compatriotes. Ils n'ont pas eu besoin de « discrimination positive » et de quotas ethniques pour cela. Ils n'ont donc davantage besoin de représentants spécifiquement « musulmans » à la table de la République puisqu'au contraire ils ne veulent pas de communautarisme religieux.

Ces laïques d'origine musulmane ont préféré Marianne à Mahomet, et Nicolas Sarkozy voudrait les ré-islamiser, et il voudrait qu'ils soient l'incarnation de l'improbable mariage entre islam et Occident. C'est une assignation essentialiste à une religion totalement contre-productive pour les intéressés. C'est pour toutes ces raisons que tous les projets de « CFCM laïque » ont échoué ou échoueront.

L'indigestion de l'islam par les Français et les Européens

Malgré ces corrections de trajectoire et ces vaines tentatives de récupérations, malgré tout l'argent public consacré à cette campagne dispendieuse par nos gouvernants, nos élus et les médias, la distance ne fait que s'accroître entre la

propagande de l'islam « RATP » qui continue, et les Français qui fuient le « vivre ensemble » avec les « barbus » et les « accommodements raisonnables ». Une sorte de résistance passive au métissage obligatoire et au mariage forcé avec l'islam se développe. La Halde est obligée de demander de plus en plus de pouvoirs para-policiers et para-judiciaires pour y faire face. Dans une récente proposition de loi sur la « promotion de la diversité », le Parti Socialiste accourt à son aide en demandant la création d'un délit d'entrave aux décisions de la Halde, ce qui aurait donné force de loi au moindre diktat ubuesque de cette officine. Mais heureusement, la commission parlementaire chargée d'étudier le texte a écarté ce déni de droit et de démocratie.

Tout comme pour le Traité de Constitution Européenne rebaptisé Traité de Lisbonne, l'Etat veut forcer les peuples à accepter ce qu'ils refusent, et ces méthodes antidémocratiques et totalitaires en deviennent de plus en plus contre-productives. Plus Geert Wilders est diabolisé, et plus il est populaire en Hollande et en Europe. Plus les médias suisses s'insurgent contre un projet de référendum pour interdire les minarets, et plus les Suisses expriment leur approbation de cette interdiction dans leurs réactions sur internet et dans les sondages. Plus la Halde persécute des Français parce qu'ils refusent l'islamisation de leurs écoles, leurs entreprises ou leurs quartiers, et plus elle apparaît aux yeux de nos concitoyens comme une organisation de commissaires politiques au service de l'islam conquérant. Plus les voiles et les mosquées prolifèrent, et moins les Français se sentent chez eux et demandent des comptes – dans tous les sens du terme – aux politiciens complices. Plus on leur dit que « l'immigration est une chance pour la France », et plus ils croient le contraire. Plus on leur dit que l'islam les « enrichirait », et plus ils se demandent combien de leur argent public a été dépensé en vain dans cette fable.

Le mythe d'un islam « RATP » et « francisé » qui apporte sa contribution bénéfique à la « diversité » française a donc vécu, et ses thuriféraires n'ont fait qu'accentuer son rejet.

Tout simplement parce que les faits sont têtus et finissent par se révéler, et parce que ce mythe était basé sur le mensonge de gouvernements qui n'osent pas reconnaître qu'ils n'ont pas réussi l'assimilation ou l'intégration de certaines populations musulmanes. Puisque l'islam est difficilement « francisable », on a tenté d'« islamiser » les esprits de nos concitoyens, quitte à saper le pacte républicain et laïque. C'est un échec monumental ; pourtant nos gouvernants continuent à s'y enfoncer.

Les apprentis-sorciers

On a voulu faire un mariage forcé entre l'islam et la République française, entre Mahomet et Marianne, et cela nous conduit dans une impasse dramatique. Nicolas Sarkozy voulait célébrer ces noces par peur d'une radicalisation : « Une identité humiliée, c'est une identité radicalisée », disait-il à Alain Duhamel. Il répétera le même slogan à Ryad, vantant les bienfaits de l'identité musulmane au pays où les autres croyants sont persécutés. Mais curieusement, il oubliait l'identité française – dont il a pourtant fait un ministère... – qui se sent « humiliée » par l'islamisation de son territoire. Bernard-Henri Lévy et Philippe Val exprimaient les mêmes craintes que Nicolas Sarkozy, quand ils disent à propos du film « Fitna » de Geert Wilders qu'il « ne laisse d'autre choix que celui de l'affrontement ». Mais ce n'est pas Geert Wilders qui conduit à l'impasse de l'affrontement, c'est tout au contraire ce qu'il dénonce dans son film !